

Auf den Bericht der arabischen Liga wird noch immer gewartet

PRESSESCHAU SYRIEN #31

20. Januar 2012

Die Presse wartet noch immer, dass die arabische Liga den Bericht der Beobachter veröffentlicht. Jede Macht hat ihren eigenen Kommentar: der Qatar, die Türkei und Frankreich hoffen, dass das Dokument erdrückend auslaufe und dass es dem Sicherheitsrat überreicht werde, damit dieser eine militärische Intervention zulasse. Im Gegenteil befürwortet China eine Verlängerung der Beobachter Mission, während Russland schon gezeigt hat, dass es gegen jegliche Resolution des Sicherheitsrates, die Sanktionen enthält, oder gar einen Krieg erlauben würde, auftreten wird.

Auf militärischer Ebene hat die syrische nationale Armee die Stadt Zabadani (nahe dem Libanon) den Rebellen überlassen.

Seit langer Zeit enthält diese Presseschau zum ersten Mal keine wirkliche Neuigkeit. Es ist jedoch noch zu früh daraus zu schließen, dass das Kommunikationsbüro des Weißen Hauses diese Akte abgelegt hat.

Die französische Presse, die wöchentliche und das Fernsehen, erwähnen ausführlich den Tod von Gilles Jacquier. Die Journalisten, die an seiner Reportage teilnahmen, beschuldigen die syrische Regierung und belasten die religiöse Schwester, die ihnen geholfen hat, ein Visum zu bekommen, während ihre Fernsehkollegen von France-Télévision eine differenzierte Position einnehmen und ihre Beziehungen zum Militärgeheimdienst verschweigen. Diese Art der Behandlung kann bedeuten, dass das Verteidigungsministerium die Initiative wieder aufgenommen hat, die ihr entgangen war.

- Im *Le Figaro*, bemerkt der Professor Mohammed Ayoob, dass die Absicht der Türkei, ihre Bindungen zur NATO beizubehalten, zugleich mit einer Ausdehnung ihres Einflusses in der arabischen Welt, zu Spannungen mit dem Iran geführt hat. Es ist diese Rivalität, welche die Wende der türkischen Politik gegen Damaskus erklärt.
- Laut *Le Temps* (Schweiz), ist es *Libération* (Frankreich), welche dem Ex-Beobachter der arabischen Liga, Anouar Malek das Wort gibt, obwohl seine Glaubwürdigkeit in der arabischen Welt große Einbusse erlitten hat.
- In *Marianne* (Frankreich) versichert der Kolumnist und ehemalige Botschafter von Israel Eli Barnavi, dass die Christen des Orients zum Verschwinden verurteilt sind: sie halten sich der syrischen Diktatur, die sie schützt sehr nahe, aber sie werden mit ihr untergehen.
- In den *Gulf News*, bemerkt Professor Marwan Kabalan, dass Syrien noch sehr weit vom Bürgerkrieg entfernt ist, da die unter Rebellenkontrolle stehenden Zonen nur einige wenige Kessel betreffen und das ganze Sicherheitssystem die Regierung unterstützt. Die Krise deckt jedoch schwelende Schwächen der Gesellschaft auf, besonders was die familiären und religiösen Bindungen gegenüber der Staatsbürgerschaft angeht.

Le Monde (France)

La Russie fait renaître un climat de guerre froide à l'ONU sur le dossier syrien

Moscou s'oppose à toute résolution susceptible de menacer Damas, son allié au Proche-Orient

New York (Nations unies)
Correspondante

Au scénario libyen succède l'impasse syrienne au siège des Nations unies à New York. La faute à une politique d'obstruction menée depuis près d'un an par la Russie, forte du soutien de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique du Sud.

En réponse à une répression qui a fait plus de 5 400 morts, selon l'ONU, le Conseil de sécurité, otage de ses divisions, est contraint au silence. Les diplomates européens, à l'origine de

La Ligue arabe remet un rapport sur les violences

Le général soudanais Mohamed Al-Dabi, le chef des observateurs arabes en Syrie, devait remettre, jeudi 19 janvier, un rapport « décisif » pour la poursuite de sa mission d'observation. Le Comité ministériel arabe chargé du dossier syrien se réunira samedi au Caire pour examiner ce rapport et présenter ses recommandations à une rencontre élargie à l'ensemble des ministres des affaires étrangères dimanche. La mission de la Ligue arabe est de plus en plus critiquée pour son incapacité à faire cesser les violences en Syrie qui ont fait, selon l'ONU, au moins 5 400 morts, dont plus de 400 depuis le début de la mission arabe le 26 décembre 2011.

moult tentatives destinées à sauvegarder la crédibilité de l'organe exécutif des Nations unies – dont un projet de résolution condamnant le régime syrien et le menaçant de mesures ciblées qui a été repoussé en octobre 2011 par les veto russe et chinois –, sont à bout et ne s'en cachent plus.

« Nous sommes dans une impasse », reconnaît, dépité, l'un d'entre eux à l'issue de consultations, qui s'insurge contre « le refus pur et simple des Russes d'envisager la moindre action ». Un autre à ses côtés parle d'une « paralysie digne de l'époque de la guerre froide ».

En présentant un projet de résolution sur la Syrie le 15 décembre dernier – toutefois qualifié de « déséquilibré » par l'ambassadeur français Gérard Araud –, Moscou avait créé la surprise et laissé espérer une possible ouverture de dialogue, à défaut de négociations.

Un mois plus tard, le texte a beau avoir été remanié, sa troisième version, soumise cette semaine aux 14 autres délégations du Conseil, n'est qu'une « compilation des amendements proposés par les autres pays membres », souligne un expert.

La position russe, sur le fond, n'a pas bougé. Leur détermination continue de placer sur un même plan, dans la condamnation de la violence, les forces syriennes et l'opposition. « C'est une ligne rouge que les Européens ne sont pas prêts de franchir, il en

va de la crédibilité du Conseil », souligne une source à l'ONU.

Après deux jours de négociations tendues, passées à « toiletter », selon cette même source, le document de dix pages, les experts des 15 pays membres se sont quittés sans le moindre accord mercredi 18 janvier, les Russes faisant savoir que la prochaine étape viendrait de Moscou.

Aucune mention de sanctions ou même de menace de sanctions ne figure dans la dernière version du texte russe

Le matin même, le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov avait averti que la Russie, opposée à toute sanction et intervention extérieure en Syrie, était de nouveau prête à user de son droit de veto. Une intransigeance que les analystes imputent à l'approche de l'élection présidentielle, en mars, et au retour attendu de Vladimir Poutine au Kremlin.

« Cette fermeté de la rhétorique russe s'inspire directement du style dont Vladimir Poutine avait fait preuve lors de sa présidence », relève Andrew Kuchins, directeur des programmes Russie et Eurasie du Center for Strategic and International Studies de Washington. « Les Russes ont vraiment l'impres-

sion d'avoir été floués sur la Libye », souligne ce spécialiste de la politique russe, « l'OTAN a, selon eux, outrepassé grossièrement son mandat, faisant ainsi renaître leur hantise d'un monde unipolaire dirigé par les États-Unis. »

Aucune mention de sanctions ou même de menace de sanctions ne figure donc dans la dernière version du texte russe. Les amendements européens en ce sens n'ont pas été retenus. Aucune référence non plus à la Cour pénale internationale (CPI). La résolution, telle qu'amendée, prévoit par ailleurs que « rien dans cette résolution, ne devra être interprété comme une autorisation d'interférence militaire quelle qu'elle soit, par qui que ce soit ».

« C'est la stratégie de la bouée de sauvetage lancée à Damas. Les Russes veulent s'assurer que le navire syrien ne coule pas totalement », explique Fiona Hill, experte de la Russie à la Brookings Institution, qui rappelle l'importance stratégique pour Moscou du maintien de la stabilité en Syrie, son principal allié au Moyen-Orient. « Les Russes, souligne-t-elle, sont réellement nerveux face à l'éventualité de la chute du régime syrien dans lequel ils ont énormément misé, que ce soit en termes d'investissements, de ventes d'armes ou d'installations navales dans le port de Tartous. » ■

ALEXANDRA GENESTE

Le Monde (France)

Drapeau syrien
pro-Bachar Al-Assad
à Damas.
FOCUS/ODS/AGS



Dominique Eddé au cœur de l'hiver arabe

« Kamal Jann » éclaire
de l'intérieur les arcanes du
régime syrien. Toute l'énergie
du thriller pour dire les vies
saccagées du Moyen-Orient

FLORENT GEORGESCO

Que restera-t-il des révoltes arabes ? Les espoirs qu'elles ont fait naître résisteront-ils à l'épreuve du réel ? Alors que l'islamisme menace le Maghreb et que le régime syrien devient chaque jour plus sanguinaire, le roman de Dominique Eddé, plongée âpre, sans illusion, dans un monde dominé par l'arbitraire et la violence, vient rappeler avec force de quel hiver ces printemps sont sortis, et sur quel hiver ils pourraient à nouveau déboucher.

Kamal Jann se passe à l'été et au début de l'automne 2010, peu avant que les peuples ne commencent à se soulever. Ces soulèvements ne sont pas son sujet, fût-ce à l'état de possible. Mais la racine même des résistances au désir de démocratie, de liberté, de paix, y est mise au jour comme peut-être seul un roman était capable de le faire. C'est un type d'humanité qu'il décrit, dont on s'aperçoit qu'il nous était inconnu. L'humanité non seulement de bourgeois mais de tous ceux qui, par leur action, par leurs croyances, par leurs appartenances familiales, entretiennent volontairement ou non l'ordre des choses.

Kamal Jann, rejeton brillant d'une famille d'apparatchiks syriens, mène à New York une carrière d'avocat d'affaires qui pourrait le dispenser de se soucier du monde dont il vient. Mais une frontière invisible semble le retrancher de la vie qu'il a choisie. Rien ne parvient à l'éloigner de ses origines, et des blessures qui les rappellent à lui en permanence. Aussi, quand un agent de la CIA l'approche, croit-il tenir une occasion de solder les comptes et de contribuer à arracher son pays des mains de ceux qui l'écrasent.

Son jeune frère, militant islamiste en quête de martyre, s'apprête à tenter d'assassiner le président syrien. En

aidant les Américains à déjouer l'attentat, Kamal empêchera cet inutile sacrifice. Au passage, il atteindra l'homme qu'il déteste le plus au monde, son oncle, Sayf Eddine Jann, qui commanda le meurtre de leurs parents et, sous prétexte de prendre en charge les deux orphelins, fit de Kamal, durant son adolescence, son jouet sexuel. Qui sait ? A travers Sayf Eddine, chef des services de renseignement de Damas, il pourrait bien, de surcroît, réussir à déstabiliser le régime.

Mais que veulent vraiment les Occidentaux ? Qui est allié avec qui ? Où est la vérité ? Un mécanisme a été enclenché, qu'il ne pourra plus interrompre quand il comprendra que ce jeu n'était pas le sien. Sa lucidité, devenue dérisoire, n'aura plus d'autre vertu que de lui permettre de regarder le désastre en face. Elle changera alors de nom ; la folie guette toujours l'intelligence impuissante.

Dominique Eddé conduit son lecteur d'une main de fer. Retournements, rapidité, tension constamment attisée : elle donne à *Kamal Jann* toutes les séductions d'un roman d'espionnage, mais sans jamais vouloir s'y arrêter, laissant la spirale de son intrigue s'enfoncer dans des zones obscures, qui outrepassent le genre. L'espionnage

me que prend la vie soumise à la tyrannie. Quand, vers la fin du livre, un de ses interlocuteurs, intellectuel français soucieux de la paix dans le monde, déclare, à propos de la situation au Moyen-Orient, « nous devons essayer de comprendre », Kamal Jann lui lance : « N'essayez plus. » Son retour aux origines est achevé. Il sait de quelle absurdité il est issu. Il ne reste qu'à se taire, ou à devenir fou, autre silence, peuplé de fantômes qui eux non plus n'ont rien à dire. La seule vérité qui ait tenu bon dans sa traversée du mensonge est celle de la mort. On n'essaie pas de comprendre la mort.

D'un autre des nombreux personnages du roman, Riwaya, femme de Sayf Eddine Jann, Dominique Eddé écrit : « La mort, elle en avait une longue habitude. (...) Mais depuis que la réalité et la mort s'étaient rapprochées l'une de l'autre, le piédestal craquait. (...) Désormais, l'ombre vivait, sans elle. Contre elle. Pareille aux hommes de son mari, elle la traquait à toute heure. » Tel est le sujet profond de *Kamal Jann* : cette hantise de la mort, cette porosité de la limite qui la sépare de la vie, comme si, dans la précarité d'une société gouvernée par le meurtre, on pouvait être tour à tour mort et vif.

Comment vit-on sous le règne des assassins ? Ou plutôt, comment reprend-on vie ? Car on ne vit pas, semble répondre Dominique Eddé. On est un « mort en sursis ». On attend sans y croire la fin de l'hiver. Nulle consolation dans ce roman. Le pouvoir qu'il explore jusqu'au dégoût paraît sans limite, comme est infinie la faiblesse des victimes. Mais le choc qu'il représente vaut par lui-même. A l'heure où les démocraties assistent, désarmées, au massacre des manifestants syriens, il nous aide à tenir une exigence minimale, seule contribution possible de la littérature à l'histoire en marche : garder les yeux ouverts. ■

**Comment vit-on sous
le règne des assassins ?
Comment reprend-on
vie quand on est
un « mort en sursis » ?**

frustré, quand il n'est pas raconté par un Graham Greene (1904-1991), l'appétit métaphysique qu'il éveille : les doutes sont bientôt dissipés. Chez Dominique Eddé, comme chez Greene, aucune certitude ne résiste à la corrosion. Les masques se lèvent sur de nouveaux masques, qui en révèlent d'autres. Aucun visage ne sera révélé à la dernière page. Il n'y a que des masques.

L'incertitude, ici, n'est pas un jeu. Elle est un mode d'être. Elle est la for-

**KAMAL JANN,
de Dominique Eddé,
Albin Michel, 400 p., 22 €.**

Cahier du « Monde » N° 20839 date Vendredi 20 janvier 2012. Ne peut être vendu séparément

Le Figaro (France)

Mohammed Ayoub

L'auteur, professeur en relations internationales à l'université du Michigan*, analyse les raisons de la volte-face de la Turquie au profit du Moyen-Orient musulman.

Le numéro d'équilibriste de la Turquie

La Turquie se fait depuis quelques semaines le for de lance d'une politique occidental-araboturque conjoindue, destinée à obliger le président Bachar el-Assad à céder le pouvoir en Syrie. C'est un revirement, car depuis deux ans le gouvernement du premier ministre Recep Tayyip Erdogan s'efforce d'entretenir de bonnes relations avec son voisin syrien.

Ce changement de cap coûte cher à la Turquie dans ses relations avec l'Iran, principal soutien du régime d'Assad, qu'elle méprisait dans le cadre de la politique «zéro problème de voisinage» du ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu. De nombreux responsables américains ont été ulcérés par ce qu'ils ont perçu comme une trahison de la Turquie. La politique étrangère de la Turquie tournait le dos à l'Occident pour se reorienter vers le Moyen-Orient musulman – un changement reflété par la détérioration des relations avec Israël et l'amelioration des liens avec l'Iran et la Syrie.

De nombreux analystes américains, incapables ou réticents à établir une distinction entre les relations turco-israéliennes et les relations turco-américaines, ont interprété la condamnation du blocus israélien de Gaza par Erdogan comme une tentative de conforter ses voisins arabes aux dépens non seulement d'Israël mais de l'Occident en général. La tentative turque de médiation entre les principales puissances occidentales et l'Iran au sujet des réserves d'uranium de la République

islamique n'a pas été appréciée en Occident : les États-Unis ont d'ailleurs saboté cet effort alors qu'il semblait être sur le point de porter ses fruits. Enfin, le vote de la Turquie contre de nouvelles sanctions sur l'Iran au Conseil de sécurité de l'ONU semblait offrir une preuve supplémentaire de «l'islamisation» de la politique étrangère de la Turquie.

L'Amérique n'a retenu que la contradiction de rechercher à préserver de bonnes relations à la fois avec l'Occident et avec le Moyen-Orient musulman dans cette attitude, et a analysé la décision d'Ankara de

son seul allié arabe et son principal ennemi d'acheminement de matériel de soutien vers le Hezbollah au Liban. La Turquie, après quelques hésitations, s'est mobilisée pour soutenir les opposants au régime d'Assad en leur proposant entre autre un refuge, allant jusqu'à nier l'opposition syrienne divisée à se réunir sur son territoire pour établir un front uni contre le régime.

Deux raisons à cette volte-face. D'abord, l'AKP ne peut se permettre d'être contre la démocratie en Syrie, sa propre légitimité reposant essentiellement sur des valeurs démocratiques. Ensuite, une fois admise

Le printemps arabe et le soulèvement syrien ont mis en lumière la rivalité entre l'Iran et la Turquie pour préserver leur influence respective au Moyen-Orient et dans le monde arabe

nourrir de bonnes relations avec ses voisins musulmans comme étant principalement motivée par les préoccupations religieuses et économiques jugées importantes par le parti Justice et Développement (AKP) au pouvoir. Les récentes tensions entre la Turquie et l'Iran démontrent la faiblesse de ce raisonnement, et seraient plutôt le signe d'une politique étrangère au service des seuls intérêts nationaux turcs.

Le désaccord entre la Turquie et l'Iran se reposait initialement sur leurs approches conflictuelles de la rébellion interne contre la dictature du régime d'Assad. L'Iran s'est investi dans le régime syrien,

représentée par Malatya. (En réalité, Israël peut surveiller l'activité des missiles iraniens depuis d'autres sites. Cette menace est donc plus l'expression d'une colère contre la Turquie qu'une réelle inquiétude.)

Ces tensions avec l'Iran reflètent trois autres réalités. D'abord, le printemps arabe et le soulèvement syrien ont mis en lumière la rivalité entre les deux pays pour préserver leur influence respective au Moyen-Orient et dans le monde arabe. Ensuite, la Turquie adaptera sa politique en fonction des fluctuations des développements au Moyen-Orient. Enfin, la Turquie a bien trop investi dans ses relations stratégiques avec l'Otan et avec les États-Unis en particulier pour risquer un quelconque gaspillage en échange de gains incertains dans sa relation avec l'Iran. Cela ne veut pas dire que la Turquie retombera dans sa dépendance stratégique habituelle avec les États-Unis.

La Turquie est engagée dans un effort complexe visant à préserver sa relation de longue date avec l'Occident tout en forgeant de nouveaux liens avec ses voisins musulmans. Ses dirigeants ont compris que le pays peut mieux préserver et étendre son influence de part d'autre en entretenant de bonnes relations avec chacune des deux parties.

(Traduit de l'anglais

par Frédérique Destribats).

©Project Syndicate, 2012.

www.project-syndicate.org

* Et chercheur adjoint à l'Institute for Social

Policy and Understanding.



DESSIN D'ORBITZ

Libération (France)

TROIS QUESTIONS À ANOUAR MALEK
OBSERVATEUR DÉMISSIONNAIRE DE LA LIGUE ARABE EN SYRIE

«Chaque jour, des civils syriens étaient tués, parfois sous nos yeux»



La Ligue arabe décidera de la poursuite ou de l'arrêt de sa mission en Syrie en fonction du rapport, attendu aujourd'hui, du chef des observateurs, le Soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi. Mercredi, une coalition de plus de 140 organisations arabes de défense des droits de

l'homme et de la société civile a réclamé le retrait de la mission, estimant qu'elle était inefficace. Le journaliste et écrivain algérien Anouar Malek était l'un des observateurs envoyés le 26 décembre en Syrie. Il a démissionné le 6 janvier.

► Pourquoi avez-vous quitté la mission d'observation ?

Le régime syrien n'a pas respecté son engagement de nous laisser travailler librement. Chaque déplacement devait être négocié avec les forces de sécurité, qui mettaient plusieurs heures avant d'accepter ou de refuser. Lors de la visite de certaines villes, des panneaux ont été maquillés pour nous faire croire que l'on était bien dans le quartier où nous avions demandé d'aller. Des chars ont également été déplacés juste avant notre venue. Cette mission est totalement inefficace. Chaque jour, des civils, dont des femmes et des enfants, étaient tués, parfois sous nos yeux.

► Quelle solution de sortie de crise privilégiez-vous ?

L'urgence est de protéger les civils. La Ligue arabe en est incapable, il faut saisir le Conseil de sécurité des Nations unies. Il faut également définir une zone de protection où les forces de sécurité du régime ne pourront pas pénétrer. Si l'on n'agit pas très vite, le risque est que la contestation se transforme en guerre civile. Le régime tente déjà d'attiser les tensions entre la communauté alaouite [*dont est issu le régime, ndr*] et les sunnites.

► Avez-vous pu rencontrer des opposants au régime ?

Oui, j'ai pu discuter durant deux heures avec des membres de l'armée syrienne libre à Homs. Contrairement à ce qu'affirment les autorités, il ne s'agit pas de terroristes manipulés par des pays étrangers. Ils m'ont montré leur carte militaire, ce sont bien des déserteurs. Leur unique revendication est la démission du président, Bachar al-Assad. Ils sont prêts à se battre jusqu'à la mort.

Recueilli par LUC MATHIEU

Ouest-France

Syrie : mais qui est soeur Agnès Myriam ?

vendredi 20 janvier 2012



Soeur Agnès Myriam s'entretenant avec des journalistes européens, dont Gilles Jaquier (à droite), la veille de leur voyage à Homs, où le reporter de France 2 a été tué.

Photo : Steven Wassenar

On s'interroge sur le rôle de cette religieuse franco-libanaise dans l'organisation du reportage, à Homs, qui a coûté la vie au journaliste de France 2 Gilles Jaquier. Les obsèques de celui-ci ont lieu aujourd'hui.

Correspondance.

Les obsèques du grand reporter de France 2, Gilles Jaquier, se déroulent aujourd'hui dans le village de Bernex (Haute-Savoie), d'où il était originaire. On en sait maintenant un peu plus sur soeur Agnès Myriam de la croix, ancienne carmélite et prieure du monastère Saint-Jacques-le-Mutilé situé à Qàra (70 kilomètres de Homs, Syrie), qui a joué un rôle clef dans l'organisation de ce voyage de presse.

Cette religieuse de 60 ans n'en était pas à son coup d'essai. Elle avait organisé un premier voyage avec des journalistes belges et français en novembre dernier. À la grande surprise des confrères, Thierry Meyssan, « **journaliste et intellectuel français** », qui dirige un site Internet « **d'information alternatif** » voltairenet.org, était également présent. Thierry Meyssan a, entre autre, à son actif le livre *L'effroyable imposture* où il prétend que le 11-Septembre est un complot intérieur des Américains. La religieuse, qui se bat pour la défense des chrétiens d'Orient, dénonce sur ce site « **des terroristes islamistes étrangers et syriens utilisés par les puissances occidentales (pour des raisons économiques et géopolitiques) pour faire tomber le régime laïc** ».

« **La moitié de la vérité** »

Encore plus surprenant, soeur Agnès écrit également sur un site Internet, *Entre la plume et l'enclume*, où s'expriment des personnes comme le négationniste Robert Faurisson, Dieudonné et d'autres personnalités dénonçant le sionisme et l'impérialisme occidental.

Aux reporters réunis à Damas, la veille du départ à Homs, elle déclare : « **Les journalistes de la propagande atlantique, les propagandistes à la Goebbels, n'ont montré que la moitié de la vérité sur ce qui se passe en Syrie. Et encore, ils ont truqué leurs reportages !** » Une diatribe surprenante qui colle au discours du président Bachar el-Assad qui a accusé, la veille, les médias occidentaux de vouloir « **détruire la Syrie** ».

« **Je veux montrer l'autre partie du tableau**, expliquait alors la religieuse. **Ça fait partie de ma mission.** » Et de nous appeler « **à renouveler l'esprit du reportage** ».

Jacques DUPLESSY.

Marianne (Hebdomadaire / Weekly) (France)

D'ici et d'ailleurs

PAR ÉLIE BARNAVI



Les larmes de l'archevêque d'Alep

Mgr Jean-Clément Jeanbart est archevêque grec catholique melkite d'Alep, l'antique cité syrienne proche de la frontière turque. Dans la mosaïque bariolée des communautés chrétiennes d'Orient – rien qu'en Syrie, l'on dénombre une bonne dizaine d'Eglises –, les melkites constituent cette fraction de l'orthodoxie byzantine qui a rejoint Rome au XVIII^e siècle. Troisième confession chrétienne du pays, leur Eglise revendique quelque 170 000 âmes.

Récemment, le prélat a accordé une interview à la chaîne France 24.

L'objet de l'entretien était naturellement la situation en Syrie. L'homme, manifestement mal à l'aise, a eu recours à la langue de bois. Bachar al-Assad ? Un homme bon aux intentions pures. Bien sûr, le parti unique au pouvoir a eu plus que sa part de corruption et d'atteinte aux libertés, l'archevêque en convient volontiers, comme il est le premier à admettre le besoin urgent de réformes.

Mais, justement, le président a promis de s'y atteler, il a d'ailleurs commencé. La preuve, un projet de constitution sera présenté au peuple en mars prochain, et les Syriens seront appelés à le ratifier par référendum. Par ailleurs, il ne faut pas croire tout ce que raconte la propagande de l'opposition. L'immense majorité du peuple syrien, sunnites, chiïtes, alaouites, chrétiens, Kurdes et tous les autres confondus, est derrière son président. L'ecclésiastique a d'ailleurs beaucoup d'amis sunnites – il « aime les sunnites ». La violence ? Oui, bien sûr, il y a de la violence, mais elle s'exerce des deux côtés, et les forces du régime ne font que se défendre contre celles de la subversion. Bref, il faut donner une chance au président. Que les exilés de l'opposition

rentrent au pays, et le dialogue en vue d'une Syrie ouverte et démocratique pourra enfin commencer...

J'ai contemplé ce pénible exercice avec un sentiment croissant d'impatience. Et puis, brusquement, au détour d'une phrase, les yeux de Mgr Jeanbart se sont emplis de larmes et, d'une voix étranglée, il a lancé à son interlocutrice, du coup aussi mal à l'aise que lui : « *Pendant mille trois cent ans nous avons été citoyens de seconde zone dans notre propre pays, nous ne voulons pas que ça recommence !* » Toute la tragédie des chrétiens d'Orient en un cri du cœur. Et l'impatience s'est muée en compassion.

Il est triste de le constater avec lui,

mais, au sein du monde musulman, les dictatures laïques ont été plutôt respectueuses des droits des minorités. Partout où ces dictatures ont été renversées, par la force étrangère comme en Irak, par la révolution appuyée par une force étrangère comme en Libye, ou par la seule révolution, comme en Tunisie et en

Egypte, la démocratie naissante a propulsé au pouvoir des partis islamistes. La démocratie adulte est le gouvernement de la majorité couplé au respect des droits des minorités : une démocratie naissante n'est rien d'autre que le pouvoir nu de la majorité.

Le régime d'Assad, brutal et corrompu, est condamné, et on ne le pleurera pas. Mais bien malin qui sait par quoi il sera remplacé. Et bien présomptueux celui qui osera traiter par le mépris les contorsions pathétiques de Mgr Jeanbart, témoin impuissant d'un Orient dans la tourmente, que la démocratie aux couleurs islamistes risque de vider pour de bon d'une chrétienté deux fois millénaire. ■

« Pendant 1300 ans, nous avons été citoyens de seconde zone. Nous ne voulons pas que ça recommence ! »

VSD (Hebdomadaire / Weekly) (France)

Mercredi 11 janvier, 15 h 30, quartier d'Akramah, Homs. Quatre obus s'abattent près de nous. Victime du dernier, Gilles Jacquier, grand reporter pour France 2, meurt sur le coup, le cœur touché par des éclats. Le fixeur de Joseph Eid, photographe de l'AFP, est grièvement blessé. Christophe, le cameraman de Gilles, Mireil, une interprète, et mon photographe Steven Wassenaar sont plus légèrement touchés. Des civils présents sur les lieux sont eux aussi frappés par les explosions. La télévision syrienne parle d'un bilan de 9 morts, dont 8 Syriens, et de plus de 10 blessés, pointant immédiatement la responsabilité des insurgés.

Nous étions arrivés moins de deux heures auparavant à Homs, foyer de l'insurrection, dans le cadre d'un reportage organisé sous couvert du ministère de l'Information syrien et à l'invitation d'une religieuse proche du pouvoir, sœur Agnès Myriam de la Croix. Lors d'une réunion, la veille de notre départ pour Homs, elle fustigeait les journalistes occidentaux, les qualifiant de propagandistes à la « Goebbels » et les accusant de ne rendre compte du conflit que de manière partielle. Les autorités nous avaient garanti que nous pourrions travailler librement dans la ville. Mais, à l'hôtel, des officiels nous ont imposé la visite d'un quartier alaouite, de la religion du président Bachar el-Assad. Nous ne portions pas de gilet pare-balles, jugé inutile.

En chemin, la plupart des magasins étaient fermés, la ville semblait morte. Pourtant, les commerces de la place où l'on nous a guidés étaient ouverts. Il y avait aussi un déploiement massif de policiers, de militaires et de civils armés. Des agents des services de sécurité, en permanence à nos côtés, écoutaient nos interviews.

Une quarantaine de manifestants supporteurs du régime sont apparus soudainement. La télé locale nous filmait en permanence. Nous étions pris dans un vrai show du pouvoir. Le seul moment de vérité, c'est quand nous sommes entrés dans une boulangerie avec Steven. Un membre de la sécurité a imposé au commerçant de nous offrir une pizza. Le boulanger tremblait de peur et n'arrivait qu'à bredouiller des « oui » et des « non ». Nous avons traversé la place en direction d'un check-point de la police quand un inconnu, qui s'est présenté comme pharmacien, a insisté pour que nous nous rendions dans une école à 200 mètres de là, où « un obus tiré par les terroristes était tombé la veille, tuant deux enfants ». Au même moment, mes confrères étaient attirés par des « habitants » vers ce même lieu.

Un premier obus tombe au loin. Une micromanifestation pro-Assad nous attend devant l'école. Un deuxième obus tombe alors sur un immeuble, près de l'école déserte. Puis un troisième sur l'école. Je me réfugie dans un bâtiment en face de l'école et m'accroupis dans l'escalier, à l'abri de la rambarde en béton. « Sortez, c'est dangereux ici ! » crie quelqu'un en anglais. Je décide de ne pas bouger. Deux nouveaux obus tombent dans la rue, coup sur coup. Dont un juste devant la porte de l'immeuble, qui tue Gilles. Steven, quelques mètres derrière lui, est alors venu vers moi, le visage en sang, hurlant : « Je suis touché ! » Il avait reçu un éclat tout près de l'œil gauche.

Nous sommes transportés dans une voiture de police vers un hôpital, où les morts et les blessés continuent d'arriver. C'est le chaos. Joseph Eid, le photographe de l'AFP, nous annonce la mort de Gilles, dont le corps a



Religieuse pro-Assad À droite de sœur Agnès, qui a organisé la venue des journalistes réunis la veille à Damas, Gilles Jacquier. À gauche, sa compagne, Caroline Poiron, photographe.

été transporté dans un centre de santé. À 21 heures, des rafales de kalachnikov sont tirées près de notre hôtel, « les premières depuis dix mois » selon un employé. L'ambassadeur de France et des policiers du Raid ont monté une opération pour ramener tout le groupe à Damas dans la nuit, ainsi que le corps de Gilles.

Beaucoup de zones d'ombre planent sur l'origine de cette attaque. Nous a-t-on délibérément attirés dans un piège mortel ? Était-ce une manipulation du gouvernement syrien ?

Depuis seize mois, le pouvoir répond par la terreur aux manifestations pacifiques. Face à la répression, qui a provoqué plus de cinq mille morts, une résistance armée conduite par l'Armée syrienne libre (ASL) s'organise. Aujourd'hui, le régime est prêt à tout pour conserver le pouvoir et discréditer l'opposition. Quitte à tirer sur ses propres partisans.

Sur le front, on sait qu'on peut se trouver au mauvais endroit au mauvais moment. Mais à Homs, quatre obus sont tombés directement sur nous avec une précision étonnante, après le premier tir, lointain. Chose étrange, nous n'avons vu aucune destruction dans le quartier : pas de traces de balles, pas de vitres soufflées. Pourquoi nous a-t-on demandé à tous, au même moment, d'aller vers cette école ? Pourquoi les nombreux militaires et policiers qui étaient en charge de notre protection se sont-ils retirés en nous envoyant vers le lieu d'impact ?

Cette attaque s'inscrit étonnamment dans la suite du discours du président syrien, la veille de l'attaque. Bachar el-Assad a violemment accusé les médias occidentaux d'être responsables de la situation dans le pays. N'a-t-on pas décidé de faire payer des journalistes européens, de les intimider, de les dissuader de venir témoigner, tout en faisant porter le chapeau à l'opposition ? En accusant la résistance, qualifiée de « terroriste » par Damas, le régime tente de la discréditer sur la scène internationale, mais aussi au sein de la population. La Syrie fait de ce drame une opération de propagande. Plusieurs cameramen ont filmé l'intégralité de l'attaque. Ils nous ont suivis dans les hôpitaux où nous avons été évacués, et jusqu'à l'hôtel, pour montrer notre douleur. Des images ont tourné en boucle sur les écrans de télé. France Télévisions a saisi le procureur de Paris et demandé l'ouverture d'une enquête pour homicide volontaire. Steven Wassenaar et moi-même portons plainte contre X pour tentative d'assassinat. ■

Hommage

Tombé pour l'info

En mission pour « Envoyé spécial », Gilles Jacquier allait au plus près des conflits sans être une tête brûlée.



AP

J'ai horreur de la guerre, mais sur ces terrains je peux faire de vraies rencontres. Le plus souvent, les gens sont sincères face à une caméra et on ne peut rester insensible à leur souffrance », disait Gilles Jacquier.

Né le 25 octobre 1968 à Évian, il avait commencé sa carrière à la chaîne régionale TV8 Mont-Blanc à Annecy en 1989, avant de rejoindre deux ans plus tard la rédaction nationale de France 3. Depuis, il avait couvert, caméra à l'épaule, la plupart des grands conflits des vingt dernières années : Kosovo, Afghanistan, Congo, Algérie, Irak, les révolutions arabes. Excellent reporter de guerre, il n'avait pour autant « rien d'un casse-cou et ne prenait pas de risques inconsidérés », selon Bertrand Coq, reporter avec qui il avait obtenu le prix Albert-Londres en 2003 pour sa couverture de la deuxième intifada du conflit israélo-palestinien. Lors d'un reportage à Naplouse en 2003, Gilles avait été blessé d'une balle qui avait pénétré par le côté de son gilet pare-balles, le touchant à la clavicule. L'ex-champion de ski mettait dans son travail « tout l'acharnement » d'un grand sportif et ne « rentrait jamais sans les images ». Il refusait, par ailleurs, « les zones d'ombre, les trous noirs, les chapes de plomb ». Notamment ceux qui écrasent la révolte syrienne. Un refus qui lui a coûté la vie. Sous les yeux de sa compagne – mère de leurs jumelles de 19 mois –, la photographe Caroline Poiron, qui l'accompagnait dans tous ses reportages. ■ S. L.

De Morgen (Belgique / Belgium)

VIER VRAGEN over het uitbliven van een militaire interventie bij een almaar bloediger conflict

Waarom de NAVO wegblijft uit Syrië

BRUSSEL ● De opstand in Syrië lijkt met de dag bloediger te worden. Volgens de VN zijn er in de laatste tien maanden ruim 5.000 burgers gedood. De roep om een militaire interventie klinkt steeds luidr, maar is dit een haalbare kaart? Vier vragen over een conflict waaraan het Westen en de NAVO zich liever niet willen branden.

DOOR STEVEN BANGHAJIE

1 Waarom grijpt de wereld militair eigenlijk niet in, zoals in Libië?

Verdeeldheid is troef, van de VN en de Arabische Liga tot in het Westen. De VS, Groot-Brittannië en Frankrijk zijn niet happig om militair te interveniëren, zoals in Libië, mede vanwege de positie van Damascus in het Midden-Oosten. Het tot de tanden bewapende Syrië is een 'frontlinestaat' in het Arabisch-Israëlische conflict. De invloed van het regime Assad reikt tot in Libanon (Hezbollah) en Gaza (Hamas).

Syrië is ook de belangrijkste Arabische bondgenoot van Iran, dat hard op weg is een regionale grootmacht te worden. Militair ingrijpen in Syrië is het recept voor een nog groter bloedbad, met vrijwel zeker een escalatie van het conflict tot in Libanon, Jordanië, Israël en de Palestijnse gebieden. Ook zal Iran niet luidzaam toezien hoe het Westen aan de poten van Assad's macht zal zagen.

2 De VN stellen zich ook minder krachtadiger op dan in de aanloop naar de Libicampagne.

Vergaande resoluties van de Veiligheidsraad, die de weg kunnen openen voor militair ingrijpen, zijn er niet geweest. Hoe komt dit?

Rusland en China, permanente leden van de Veiligheidsraad, zijn tegen zo'n resolutie. Beide landen keerden zich in oktober tegen een westerse resolutie waarin de hardhandige aanpak van Damascus werd bekrachtigd. Moskou wil dat ook het optreden van de oppositie wordt veroordeeld. De Russische minister van Buitenlandse Zaken Lavrov benadrukte woensdag weer dat een resolutie niet de deur moet openzetten voor een militaire interventie.

In de Libicampagne blokkeerden beide landen zo'n VN-resolutie niet. Moskou is al decennialang een steunpilaar van het Baathregime. Zo is het Syrië's belangrijkste wapenleverancier. Ook zijn de banden met de Assad's hechter dan toen met Kadhafi.

3 Waarom niet op zijn minst een no-fly-zone boven een deel van Syrië, al was het maar om de oppositie een hart onder de riem te steken?

Syrië zet, in tegenstelling tot Kadhafi's leger, de luchtmacht nog niet in tegen de oppositie. Zo'n maatregel zou dus nu vooral symbolisch zijn. Een no-fly-zone boven een deel van Noord-Syrië zou wel een bufferzone kunnen creëren. De Franse minister van Buitenlandse Zaken Juppé pleitte in november, als eerste westerse leider,



■ Onder meer kolonel Riadh al-Azad, leider van het dissidente Free Syrian Army, wil dat de VN-Veilighedsraad ingrijpt.

voor een 'veiligheidszone'. Hierin moeten burgers beschermd worden en kan er humanitaire hulp worden gegeven. Zo'n zone zou ook belangrijke legerenheden, zoals tankbrigades, kunnen aanmoedigen om over te lopen.

Probleem: wie moet zo'n no-fly-zone bewaken? De NAVO denkt er niet aan om het op te nemen tegen de Syrische luchtmacht. De Arabische Liga is ook geen optie: militair kan ze het niet aan en de Liga is politiek verdeeld. Bewaken van de zone betekent ook dat de Syrische luchtmachtverdediging, preventief, uitgeschakeld moet worden. Kortom: afkondiging van zo'n zone zou een flinke stap richting oorlog zijn.

4 Zijn sancties dan het enige middel waarmee de internationale gemeenschap het regime van Bashar al-Assad nu kan straffen?

Daar lijkt het voorlopig wel op. De EU heeft al sancties afgekondigd tegen Syrische bedrijven. Ook zijn bankrekeningen bevroren en kregen hoge Syrisers reisverboden opgelegd. Maandag overlegt de EU over een verscherping van deze 'lichte' sancties. Ook de VS hebben soortgelijke maatregelen genomen. Zwaardere sancties, zoals een wapembargo, zijn echter uitgesloten vanwege het hardnekkige verzet van Moskou. Fenale- en handelsembargo zou Syrië bovendien makkelijk kunnen ontduiken via Libanon en Iran.

Arabische wereld nog altijd verdeeld over aanpak crisis

BRUSSEL ● Het mandaat voor Syrië van de Arabische Liga is afgelopen. Zondag praten de ministers van Buitenlandse Zaken van de organisatie in Caïro over mogelijke verlenging met een maand.

De ministers zullen dat doen dat op basis van het verslag van de voorzitter van de missie, de Soedanees generaal Mohammed Ahmed al-Dabi, dat zij gisteren ontvingen. De inhoud van het verslag is niet bekendgemaakt.

De Arabische landen zijn nog steeds ernstig verdeeld over de aanpak van de Syrische crisis. Sommige landen, zoals het oliestaatje Qatar, willen het regime van president Bashar al-Assad harder aanpakken. Andere landen zijn terughoudend. "Ze zitten zwaar in de problemen", zei een diplomatieke bron in Caïro. "Ze houden steeds minder opties over".

Ook als de Arabische Liga de waarnemersmissie langer wil laten blijven, is de vraag of Syrië dat zal toestaan. Volgens bronnen in Caïro zal de regering in Damascus in ieder geval niet akkoord gaan met verbod van het mandaat van de waarnemers.

Volgens de Syrische oppositie en mensenrechtenorganisaties is de missie mislukt. Volgens hen zou de Arabische Liga de zaak nu

in handen moeten geven van de Veiligheidsraad van de VN. "De waarnemers hebben uit eerste hand de wreldheid van Assad kunnen zien", zei directeur Rickken Patel van de mensenrechtengroep Avaaz. "Hun missie is behandeld met minachting en is in de eerste week van hun aanwezigheid zou het dodental zijn gedaald; daarna steeg het weer aanzienlijk."

Gespannen stilte

De Syrische troepen die de stad Zabadani belegerden, hebben zich intussen teruggetrokken. Dit hebben Syrische activisten gisteren gezegd. In het vlak bij de grens met Libanon gelegen Zabadani hebben zich militairen verschanst die zich hebben aangesloten bij de opstand tegen het regime.

De afgelopen zes dagen hebben zich er vele gevechten voltrokken. De regeringstroepen trokken zich woensdagochtend terug in een legerkazerne 7 kilometer verderop, zelden activisten.

Inwoners van Zabadani bewestigten gisteren dat de artilleriebeschietingen waren gestopt. "Er hangt een gespannen stilte, maar er heerst ook vrees dat een nieuw grootscheepse aanval wordt voorbereid", berichtte activist Fares Mohammad vanuit het bergstadje.

(BRUSSEL/ANP)

Frankfurter Allgemeine Zeitung (Allemagne / Germany)

Viele Tote in Syrien

In Kairo Bericht der Beobachtermission erwartet

F.A.Z. FRANKFURT, 19. Januar. Der Leiter der Beobachtermission der arabischen Liga, der sudanesische General Muhammad al Dabbi, ist am Donnerstag in Kairo erwartet worden. Nach Informationen aus Damaskus will er dem Generalsekretär der Liga, Nabil al Arabi, einen Bericht über die Beobachtungen seit Beginn des Einsatzes im Dezember vorlegen. Nach inoffiziellen Informationen erhält dieser „etwa zu 60 Prozent Daten, die günstig sind für die Behörden, und zu 40 Prozent Daten zugunsten der Opposition“. Es wird erwartet, dass die Mission um einen weiteren Monat verlängert wird. Der Einsatz wird von der qatarischen und westlichen Regierungen sowie von der syrischen Opposition als wirkungslos kritisiert. Dabbi wird vorgeworfen, Verbrechen des Regimes zu vertuschen.

Für diesen Freitag hat die Protestbewegung zu neuen Demonstrationen aufgerufen. Nach Angaben von Aktivisten wurden am Donnerstag 15 Zivilisten und drei desertierte Soldaten von den Sicherheitskräften getötet. Unter den Opfern seien vier führende Aktivisten, die in der Provinz Idlib in einen Hinterhalt gelockt worden seien. In Hama sollen weitere Soldaten desertiert seien. Angeblich töteten sie den Kommandeur und tauchten anschließend unter. In Zabadani im Grenzgebiet zum Libanon, aus der am Mittwoch ein Waffenstillstand gemeldet wurde, berichteten Augenzeugen, die Streitkräfte des Regimes hätten sich in eine etwa sieben Kilometer entfernte Kaserne zurückgezogen. Oppositionelle äußerten indes die Befürchtung, die Armee bereite eine weitere Offensive vor. (*Kommentar Seite 10.*)

Publico (Portugal)

Missão na Síria terminou e Liga Árabe decide amanhã o que fazer com Assad

Ana Gomes Ferreira

● A missão da Liga Árabe na Síria terminou e os países têm agora que decidir qual o próximo passo para travar o regime de Bashar al-Assad. Numa cimeira marcada para amanhã no Cairo, os líderes desta organização vão avaliar o relatório dos observadores, que lhes terá sido entregue hoje – mantê-los no terreno é uma das possibilidades.

De acordo com o documento assinado entre as duas partes, a missão de observadores pode ser prolongada durante 30 dias. Segundo a BBC, citando fontes em Damasco, esta é a hipótese defendida pelo Governo de Assad. Mas a oposição rejeita-a, uma vez que ficou provado que a presença de observadores não demove o regime de combater a população dissidente, dando cobertura a Assad para continuar o seu plano.

Ontem, e de acordo com o Observatório Sírio dos Direitos Humanos, morreram no país mais 20 pessoas. Uma delas foi um comandante de uma unidade do Exército governamental, morto pelos seus homens que recusaram disparar contra manifestantes anti-Assad. Desde o início da revolta, em Março, morreram mais de cinco mil, segundo as Nações Unidas que registaram uma subida no número de vítimas desde a



Opositor de Assad na Turquia

entrada dos observadores na Síria. “Na primeira semana o número de mortos desceu, mas depois subiu”, disse uma fonte do Observatório à BBC.

Entre os 22 países da Liga (a Síria foi suspensa) há divergências quanto ao que fazer a seguir. Porém, notavam os analistas, uma vez que tomaram nas mãos a resolução da crise síria, terão que chegar rapidamente a um consenso. Poderão optar por proteger uma decisão, dando continuidade

à missão, mas só por mais um mês.

Para já, as hipóteses sobre a mesa desagradam à maioria. O Qatar defende o envio de uma força militar árabe, o que romperia de vez os laços com Assad e poderia provocar a reacção dos seus aliados, em especial o Irão e a milícia xiita libanesa Hezbollah.

“Não há consenso sobre a tomada de uma decisão coerente”, disse à Reuters um especialista em Médio Oriente da London School of Oriental and African Studies, Laleh Khalili. “E não é só na Liga Árabe, é também no Conselho de Segurança das Nações Unidas. Porque há a ideia de que a Síria caminha a passos muito largos para a guerra civil”.

A outra opção é remeter o relatório para o Conselho de Segurança, abrindo caminho a uma intervenção do Ocidente – uma resolução com sanções. Ontem, o embaixador francês, Gérard Araud, disse à AFP que só com um pedido da Liga Árabe será possível ter o apoio da Rússia a tal resolução.

Amanhã se saberá se os países árabes começam a desatar o nó sírio. Sendo que, como têm escrito os analistas desde o início da missão de observadores, a 26 de Dezembro, não é só a Síria que está em causa. É a credibilidade da própria Liga e a sua capacidade para solucionar os problemas dos árabes.

The Irish Times (Irlande / Irland)

Monitors' term in Syria may be extended

MICHAEL JANSEN

THE HEAD of Arab League monitors in Syria arrived in Cairo yesterday to report on the initial operations of the mission one month after Damascus agreed to its deployment. An unnamed official said the monitors' mandate is likely to be extended for another month.

"The killings are less, the protests increase," Gen Mustafa al-Dabi said. The monitors, deployed at 17 locations around the country, will remain at their bases until the extension is approved. At least 5,400 civilians and 2,200 security personnel have been killed since unrest erupted 10 months ago.

The report will be discussed tomorrow by the six-member commission on Syria before a meeting on Sunday of the organisation's 22 members. Qatar has called for the dispatch of Arab peacekeeping

troops, a proposition rejected by Syria as well as Lebanon, Iraq, Egypt, Algeria and Mauritania.

League operations chief said ministerial discussions would focus on whether the monitors would adopt "a new approach" in their efforts to halt violence, effect the full withdrawal of Syrian troops and tanks from cities and towns, and secure the release of all political detainees.

Supporters of the mission say deaths have been reduced since the arrival of the mission on December 26th while detractors, including Anwar Malek, a monitor who resigned, argue that it is a "farce". A coalition of 140 human rights bodies in the region have urged the league to withdraw the monitors and to call upon the UN Security Council to intervene.

China and Russia have rejected this option. Russia's foreign minis-



Sergei Lavrov: said he had co-ordinated policy on Syria with China's foreign minister

ter Sergei Lavrov, who said he had co-ordinated policy with his Chinese counterpart, warned that outside involvement in anti-government uprisings in Syria and the area could result in "a very big war that will cause suffering not only to countries in the region but also to states far beyond its boundaries".

He said Moscow and Beijing would veto any council attempt to authorise strikes against Syria's government. Russia would not back an arms embargo on Syria because it would deny arms to the government while its opponents would obtain weapons illegally.

Mr Lavrov's stand was echoed by Hassan Abdul Azim, head of the Syria-based opposition National Co-ordination Committee. "We refuse . . . any type of foreign military intervention because it threatens the independence of our country." An attempt to unite the committee with the exiled opposition Syrian National Council failed because the council favours external intervention.

Meanwhile, veteran opposition activist Michel Kilo has warned that army defectors belonging to the so-called Free Syrian Army threaten to drag Syria into "chaos without end". However, al-Jazeera's Nir Rosen, who spent two months in Syria, said the Free Syrian Army, as a single entity, was a "fiction". He did observe though that there were "thousands of armed rebels" based in restive towns and villages.

The Daily Telegraph (Royaume-Uni / United Kingdom)

Syrian rebels say captured town will become base for resistance

By Ruth Sherlock in Beirut

SYRIAN insurgents who have claimed control of a mountain border town have added to the pressure on the Assad regime, saying it is to become a hub of armed resistance.

After five days of intensive battles, dozens of government tanks, along with armoured vehicles and infantry, pulled back from the town of Zabadani following what was said to be a ceasefire agreement with opposition militias.

But the insurgents heralded the move as an unprecedented victory, claiming Zabadani to be the “first free town in Syria” and a haven in which to strengthen their troops, as Benghazi became in the Libyan uprising.

“A lot of soldiers have refused to obey orders, and tried to escape,” said a resident, who gave his name as Zean al-Zabadani. “Many of them have been killed. We are going now release the soldiers from Bashar al-Assad’s prison grip and help them to escape.

“But we are frightened that they will bomb us from the air, or try again to retake the town. We need international help to make this a real safe zone.”

Syria’s neighbours have discussed the creation of a “buffer zone” for the provision of aid, possibly supervised by outside military. The Arab League is likely to discuss all options when it meets this weekend to discuss the report of its monitoring mission.

Leaks suggested it would recommend the mission being extended, saying that while it had not stopped the violence, it had not made it worse.

League officials said the monitors would remain in Syria in the meantime.

Zabadani, close to the border with Lebanon, was among the towns visited by the monitors, who found its streets already taken over by opposition protesters. After the ceasefire was announced, video footage showed masked gunmen sitting on cars and leaning out of the windows of slowly moving vehicles, toting Kalashnikovs and rocket-propelled grenades in a victory parade.

“The city is effectively under the control of the Free Syrian Army,” said Mohammed al-Dais, from the Syrian Revolution General Commission.

Mr Dais said the regime’s withdrawal from the town was out of concern for what might be said at the Arab League meeting if an attack went ahead.

REUTERS

The Independent (Royaume-Uni / United Kingdom)

Assad's tanks withdraw from opposition-held town

Syrian government tanks and armoured vehicles have pulled back from an embattled mountain town near Damascus, witnesses said, as a month-long Arab League fact-finding mission expired.

The withdrawal from Zabadani left the town under the control of the opposition, activists said. It had witnessed heavy exchanges of fire between army troops and anti-government military defectors over the past six days.

The 10-month uprising against the Syrian President, Bashar al-Assad, has become increasingly

militarised and chaotic as frustrated regime opponents and army defectors arm themselves and fight against government forces.

According to a protocol signed by the Syrian government, an Arab League observer mission ended yesterday, but can be renewed for another month. The mission has been mired in controversy, with the opposition claiming it served as a cover for the regime to continue its brutal crackdown.

The League will discuss on Sunday whether or not to extend the mission. AP

Los Angeles Times (USA)

Mission in Syria ends with a whimper

ALEXANDRA ZAVIS
AND RIMA MARROUCH
REPORTING FROM
DAMASCUS, SYRIA

As the clock ran out on the Arab League's mission in Syria, observers found themselves largely confined to their hotels while the 22-member regional bloc fended off accusations of failure and wrestled with the problem of what to do next.

The one-month mission was intended to determine whether the Syrian government was keeping its pledge to end its crackdown on a 10-month uprising. But from the start, there was widespread doubt about whether it had the resources and independence to do the job.

The question as the deadline expired Thursday was whether an expanded but still limited mission was better than no mission at all.

With no sign of a letup in the bloodshed in Syria, Arab foreign ministers meeting Sunday in Cairo must decide whether to keep going. The mission can be extended for a month with the agreement of the Syrian government.

Opposition activists, human rights groups and at least one former monitor charge that the mission only

[See Syria, A4]

[Syria, from A1]

provided a cover for more killings, and are urging the Arab League to refer the matter to the United Nations Security Council. It's far from certain, however, that that would be any more effective.

"Without the correct tools, without the correct authority ... we can't do the job," said one observer, who, like others interviewed, asked not to be identified because the Arab League has instructed monitors not to speak to journalists. "Which is sad because people are dying on both sides every day."

Sudanese Lt. Gen. Mohammed Ahmed Dabi, the head of the mission, is expected to recommend an extension, provided that changes are made to bolster the mission.

But Syrian officials note pointedly that there is no provision in their Dec. 19 agreement with the Arab League for an expansion of the mandate.

Among the options under discussion to bolster the mission is the deployment of Arab troops to provide security for the monitors instead of relying on Syrian forces, observers said. They would also like greater authority to intervene when they see abuses and want full access to detainees, including at military sites that are off-limits.

About 400 people were killed in the 10 days after the first observers arrived last month, according to U.N. estimates.

The toll continued to rise Thursday with as many as 26 people reported killed by security forces around the country, according to the opposition Local Coordination Committees.

This week, the emir of Qatar, which orchestrated Syria's suspension from the Arab League and the imposition of sanctions, called for the deployment of Arab forces to "stop the killing."

The Syrian National Council, the country's most prominent exiled opposition bloc, is urging the league to seek U.N. Security Council backing for the establishment of a "safe zone" to protect civilians and military defectors who have turned their guns against the government. But if the league does not agree, the group plans to take its proposal to the Security Council directly, spokesman Ausama Monajed said.

Defectors fighting under the banner of the Free Syrian Army are going a step further, calling for the deployment of Arab forces to



YOUSSEF BADAWI European Pressphoto Agency

A DELEGATE from the Arab League observer mission speaks with freed prisoners on the outskirts of Damascus. With the mission's deadline expired, Syria's opposition groups are calling for the United Nations to step in.

sovereignty. It says it is committed to implementing the league-negotiated peace plan and lays blame for continued violence on foreign-backed armed gangs aiming to sow sectarian strife.

Any effort for a greater U.N. role is likely to run into opposition from Russia and China.

Russia is a longtime ally of Syria, and it has accused the West of turning a blind eye to attacks committed by opposition militants. It has vowed to use its veto power to block any action that could lead to military intervention.

"If some intend to use force at all cost ... we can hardly prevent that from happening," Russian Foreign Minister Sergei Lavrov told reporters in Moscow on Wednesday. "But let them do it at their own initiative on their own conscience. They won't get any authorization from the U.N. Security Council."

China, another ally of Damascus, says security has improved since the monitors arrived, suggesting the mission has been effective.

Arab League officials reported this month that Syria's government had taken some steps toward fulfilling its obligations since the monitors arrived, including pulling tanks out of a number of residential areas and releasing thousands of prisoners. International journalists have also been admitted in recent weeks for stays of up to 10 days.

vehicles have been attacked by protesters on both sides of the conflict and gunfire periodically erupts in their presence.

The clock started ticking on the mission the day Syria signed the agreement with the league, leaving little time to recruit personnel or prepare for the effort.

While some of the roughly 160 monitors have experience in human rights work, others are diplomats and military personnel with little or no background in monitoring or documenting abuses. At the request of the Arab League, the U.N. agreed to provide a few days' training for any additional monitors but would not accompany them on the mission.

Human rights groups say the mission's reliance on the Syrian government for its security compromised the independence of the monitors and their ability to speak to victims without putting them in danger.

Security forces have refused to accompany the monitors into trouble spots where they are not in control. On Sunday, a team of five observers decided to venture into the contested border town of Zabadani on their own. But other groups have not always been willing to take the risk.

When the observers showed up Tuesday in Kisweh, on the southern outskirts of Damascus, the capital, residents poured into the streets for an im-

stormed the area.

"When they didn't find me, they threatened to take my 10-year-old brother," said one of the activists. "My mother pleaded with them and they let him go." The next day, he said, security forces arrested six people at checkpoints using video collected from the visit.

The observers said they would contact the governor, but acknowledged that they were powerless to ensure the detainees' release.

The arrests came the same week the government announced an amnesty for prisoners arrested during the uprising. Monitors in Damascus witnessed the release of scores of protesters but said they did not know how many had been arrested.

As a stream of frightened-looking men emerged late one night from Arda prison clutching plastic bags with their possessions, several busloads of prisoners rolled in through the gates.

One of the passengers yelled through the window: "We are security prisoners!... There is no amnesty for us!"

When an officer announced that the last of the demonstrators had been released, a desperate mother clutched at an officer's jacket and begged him for her son.

"He is young," she wept. "He's only in the ninth grade."

alexandra.zavis

The Washington Post (USA)

Monitors' mission in Syria expires

Activists want Arab leaders to refer crisis to Security Council

BY LIZ SLY

DAMASCUS, SYRIA — The mandate of a much-criticized Arab League monitoring mission in Syria expired Thursday amid calls from opposition activists to abandon the effort as a failure.

Arab ministers are scheduled to meet Sunday to decide whether to extend the mission for another month or seek tougher action against the government led by President Bashar al-Assad, whose crackdown on a 10-month-old uprising has left at least 5,000 people dead.

The estimated 125 monitors who are still in the country are awaiting the league's decision in their hotels after delivering a report on their activities Thursday. About 40 monitors have left because they felt unsafe, said an Arab League official in Cairo who spoke on the condition of anonymity because he is not authorized to speak to the news media.

Many activists and human rights groups, who initially campaigned for monitors to be admitted to the country, say they want Arab leaders to give up the mission and refer the Syrian crisis to the U.N. Security Council in the hope of securing tougher world condemnation of the crackdown.

The Syrian government, which resisted the dispatch of the monitors for weeks, has said it will agree to an extension.

The mission was widely criticized from the outset as too small and too restricted in its access to properly observe an uprising that has engulfed broad swaths of the country, although the two biggest cities, Damascus and Aleppo, remain largely unaffected.

The monitors are drawn from Arab countries that themselves routinely disregard human rights, and the mission's leader, Gen. Mohammed Ahmed al-Dabi, has been accused of complicity in war crimes in Sudan.

"The Arab leaders hate the Arab Spring because it brought democracy to the area, and none of them are democrats," said Omar Shakir, an activist reached in the city of Homs who is among those who want the mission called off in favor of U.N. action.

But the Arab League official said he expected the monitors' report to be harshly critical of Assad. There have been bigger demonstrations in more locations since the monitors arrived, an indication that their presence has given a boost to protesters, he said, adding that it has also drawn world attention to the crisis. "You cannot call it a failure," he said.

The government has also begun issuing visas to journalists, who have been almost completely denied access to the country for the past year. Allowing news media coverage of the events in Syria is one of the key demands of the Arab peace plan under which the monitors have been deployed.

But the mission's main purpose — observing government compliance with the peace plan — does not appear to have been fulfilled, mainly because there is little compliance to observe, activists say.

The United Nations said last week that the killings had increased since the monitors arrived in December, and on Thursday, the human rights advocacy group Avaaz said 746 people had died during the mission. Activists say soldiers hold fire when monitors arrive in protest hot spots and then resume shooting when they have gone. The opposition Local Coordinating Committees said 26 people were killed Thursday.

At the same time, an escalating insurgency by rebels fighting in the name of the Free Syrian Army threatens to push the crisis beyond the reach of any peace plan.

The pullout of government troops and tanks from the mountain resort of Zabadani on Wednesday after five days of fighting between rebels and loyalists was hailed by members of the opposition as evidence that armed struggle is more likely than peaceful protests to succeed in pressuring the government.

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

Mansour condamne le recours par l'opposition syrienne à la force des armes

Liban-Syrie Le ministre des Affaires étrangères salue la position « sage » de Moscou.

Loin de la doctrine officielle consistant à ce que le Liban « reste à l'écart » des événements de Syrie, le ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour, a condamné hier le recours à la force des armes par une partie de l'opposition syrienne et salué la « position sage » de la Russie à l'égard de la crise dans ce pays.

M. Mansour s'exprimait lors d'un entretien au palais Bustros avec l'ambassadeur de Russie à Beyrouth, Alexandre Zasypline.

« L'ingérence étrangère dans les affaires syriennes complique la situation, ne sert pas la Syrie et entrave le processus de réforme », a-t-il estimé, rendant hommage à « la position sage de la direction russe dans sa façon de traiter la situation en Syrie ».

« La solution en Syrie n'est possible que par le dialogue, seul à même d'encourager la direction syrienne à prendre des mesures décisives dans le processus de réforme », a-t-il ajouté.

« Le recours à la confrontation, à la force des armes et aux attaques contre les institutions civiles et militaires par certains groupes de l'opposition rend ce dialogue impossible, nuit à la sécurité et porte atteinte aux fondements de la stabilité et de l'unité de la Syrie », a-t-il dit.

De son côté, M. Zasypline a souligné la nécessité pour les observateurs arabes de pour-

suivre leur mission. Selon lui, « celle-ci a un effet positif sur le terrain et est susceptible d'ouvrir la voie à une sortie de la crise ». Pour l'ambassadeur, « il faut apprécier les mesures prises par les autorités syriennes, comme les ordres donnés pour faire cesser les tirs, le retrait des blindés et l'annonce d'amnisties pour les prisonniers ».

Cependant, a-t-il ajouté, « nous poursuivons nos efforts pour amener la direction syrienne à prendre davantage de mesures élargies et rapides concrétisant ses engagements ».

Par ailleurs, l'ambassadeur de Syrie à Beyrouth, Ali Abdel Karim Ali, a rendu visite hier à l'ancien Premier ministre Sélim Hoss. À l'issue de l'entretien, M. Ali a réaffirmé que son pays « affronte un complot dangereux et artificiel » et qu'il « sortira plus fort de la crise ».

Aridi : Désaccord avec le Hezbollah

Sur le plan libanais, le ministre des Travaux publics, Ghazi Aridi, a évoqué hier, sur la LBC, le désaccord de vues entre le PSP et le Hezbollah sur la question syrienne. « Nous ne sommes pas d'accord avec le Hezb sur ce dossier, mais nous sommes attachés à notre relation avec lui et au maintien des contacts », a-t-il dit. Pour lui, « si la situation reste telle quelle, il y a un danger pour toute la

Joumblatt : Ce qui importe, c'est la Syrie, non le régime

Ce qui m'importe, c'est la Syrie, non le régime, a affirmé hier Walid Joumblatt à la chaîne al-Jazira. Le chef du PSP, qui a été reçu hier par cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, émir du Qatar, a souligné dans son entretien que « la violence engendre

la violence » et mis en garde contre la généralisation de la guerre civile en Syrie. Dans son entretien, Walid Joumblatt a adjuré l'Iran et la Russie à « prendre une initiative qui sauverait la Syrie de la violence et de la guerre civile ».



M. Mansour s'entretenant avec l'ambassadeur de Russie.

Syrie ». « Même ceux qui sont organiquement liés (au régime syrien) peuvent-ils nier ce qui se passe ? » a-t-il demandé.

Critiquant les attaques verbales contre le rôle du Qatar, M. Aridi a ajouté : « Nous entendons aujourd'hui un flot d'insultes contre ce pays et son émir. Mais de qui ? De ceux qui, il n'y a pas si longtemps, lui avaient applaudi et multiplié

les hommages de façon aussi excessive. »

Il s'est également élevé contre les velléités de faire taire les points de vue divergents. « Le changement en Syrie, c'est le peuple syrien qui le décide. Pas nous. Pour notre part, nous n'avons que la possibilité d'exprimer notre opinion. Mais est-il interdit de dire son opinion ? »

La Turquie pour une prise en main par l'ONU en cas d'échec arabe

Syrie Les alaouites commencent timidement à se réveiller ; appels à des manifestations massives aujourd'hui.

Des intellectuels alaouites syriens, dont des écrivains et des journalistes, ont dénoncé hier dans un communiqué « les tentatives du pouvoir de lier la communauté alaouite et les minorités religieuses au régime à travers des manipulations sécuritaires et médiatiques ». Les signataires ont également rejeté « le comportement et les déclarations de certaines parties de l'opposition qui tentent d'attribuer à notre soulèvement une coloration sectaire alors qu'il est un soulèvement pour la dignité, aux revendications civiles ». Les signataires les accusent d'être « l'autre visage du régime despotique », qui réprime dans le sang le mouvement de contestation lancé il y a dix mois.

Le communiqué lance également un appel « aux Syriens alaouites et aux minorités religieuses et ethniques qui redoutent les conséquences d'un éventuel effondrement du régime, à participer au renversement de ce pouvoir oppressif et à l'édification d'une nouvelle république basée sur l'État de droit et la citoyenneté ». Le texte appelle en outre l'armée syrienne à « ne plus obéir aux ordres de tuer les manifestants pacifistes ». Parmi les signataires figurent la poétesse Râcha Omraïne, l'écrivain Rosa Yassine Hassan, l'actrice Louise Abdel Karim Ali, l'écrivain Samir Yazbek, le journaliste Yamen Hussein, ainsi que Hassan al-Khatib, Khawla Dounia et Firas Saad.

Le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu a été dans le même sens, assurant que le mouvement en Syrie est « populaire et non communautaire ; il ressemble à ce qui s'est passé en Afrique du Nord, et il n'y a aucune revendication confessionnelle : sunnites, alaouites, chrétiens, druzes,

kurdes, turkmènes et arabes ont tous les mêmes revendications », a-t-il affirmé dans une interview à la chaîne al-Arabiya qui sera diffusée aujourd'hui. En outre, il a indiqué que « la Turquie soutient une prise en main par le Conseil de sécurité de l'ONU en cas d'échec de l'initiative arabe, surtout qu'en cas de catastrophe humanitaire, ni la communauté internationale ni les Nations unies ne peuvent rester les bras croisés ».

Le fameux rapport...

Sur un autre plan, le chef de la mission arabe en Syrie, critiquée pour son incapacité à faire cesser dix mois d'effusion de sang, va remettre dans les 24 heures un rapport « décisif », au moment où le régime semble profiter des divisions internationales pour tenter de venir à bout de la révolte. Le Soudanais Mohammad Ahmad Moustapha al-Dabi, chef des observateurs de la mission, « va ainsi remettre un rapport en fonction duquel la Ligue arabe décidera du sort de la mission », a déclaré Ahmad ben Helli, le secrétaire général adjoint de la Ligue à l'agence officielle du Qatar. M. al-Dabi est d'ailleurs arrivé hier soir au Caire. La Ligue arabe « évaluera » la coopération du gouvernement avec les observateurs, a-t-il poursuivi, en soulignant l'existence de « difficultés concernant leur accès aux zones chaudes ».

La France a demandé que ce rapport soit transmis à l'ONU. « La Syrie ne respecte pas les engagements pris vis-à-vis de la Ligue arabe, (comme) retirer les troupes dans les casernes », a affirmé le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé, se déclarant par ailleurs opposé à la proposition qatarie d'envoi de soldats arabes.

Les États-Unis se sont dits quant à eux sur la « même longueur d'onde » que Paris à ce niveau. Plus tôt, Washington a dit œuvrer en vue d'une résolution « forte » contre Damas au Conseil de sécurité, mais la Russie, traditionnel allié de la Syrie, a réaffirmé qu'elle ne soutiendrait « aucune sanction » et bloquerait toute résolution contre le régime. L'Allemagne a d'ailleurs accusé Moscou d'empêcher le Conseil de sécurité de prendre une résolution décisive face à la répression. Le ministre australien des Affaires étrangères, Kevin Rudd, a en outre réclamé que Bachar el-Assad soit traduit devant la justice internationale.

« Les détenus de la révolution »

La remise du rapport de la mission arabe coïncide avec un nouvel appel des militants pro-démocratie à des manifestations massives aujourd'hui, placées cette fois-ci sous le slogan des « détenus de la révolution ». « 60 000 détenus se sont soulevés pour notre liberté et nous allons nous soulever pour la leur », ont-ils affirmé, sur leur page Facebook « The Syrian Revolution 2011 », où ils ont à nouveau réclamé une « internationalisation » de la crise. Les manifestations journalières se sont poursuivies hier, al-Jazira montrant en direct plusieurs rassemblements antirégime à Homs.

Sur le terrain, les forces de sécurité ont continué leur campagne de répression, ainsi au moins 24 civils ont été tués à travers le pays, selon al-Arabiya alors que l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), a fait état de la mort de trois Insoumis. Un général des services de renseignements militaires a



Un manifestant blessé par balle se fait soigner dans un hôpital à Homs. Photo Reuters

par ailleurs été tué à Hama par des soldats rebelles ayant refusé d'obéir à des ordres de tirer sur les civils, selon un communiqué des Comités locaux de coordination. Selon l'OSDH, un lieutenant a également été tué dans ces accrochages. Al-Arabiya a précisé de son côté qu'un membre des forces de sécurité a trouvé la mort dans une voiture piégée dans le quartier al-Tadmoun à Damas.

Un haut responsable de l'opposition a par ailleurs rapporté hier que les forces syriennes se

sont retirées mercredi de la localité de Zabadani, près de la frontière libanaise, après avoir passé un accord de cessez-le-feu avec les insurgés. « L'attaque sur Zabadani pourrait reprendre à tout moment. Peut-être ne se sont-ils retirés que le temps de remplacer les soldats qui hésitent à prendre la ville d'assaut », a néanmoins mis en garde Kamal al-Labouani, qui se trouve à Amman.

(Sources : agences et rédaction)

Sanctions : Damas reconnaît déjà 2 milliards de pertes

La Syrie a reconnu hier que son secteur pétrolier avait subi des pertes en raison des sanctions internationales.

« Nous avons subi d'importantes pertes en raison de notre incapacité à exporter du brut et des produits pétroliers », a ainsi déclaré le ministre syrien du Pétrole, Soufiane Alaoui, lors d'une conférence de presse à Damas, ajoutant que « le manque à gagner est

les pertes associées durant la période du 1er septembre à ce jour s'élevant à plus de deux milliards de dollars. L'embargo pétrolier a entraîné une baisse de la production de 150 000 barils, soit 15 millions de dollars, par jour ».

La veille, la livre syrienne avait perdu près de 51 % de sa valeur depuis mars, s'échangeant sur le marché parallèle à 71 livres syriennes pour un dollar.

The Daily Star (Liban / Lebanon)

Zabadani in opposition hands

Syrian army pullback leaves town in rebels' control as Arab League mission ends

BERUT/BRUSSELS: Syrian government tanks and armored vehicles have pulled back from an embattled mountain town near Damascus, activists and witnesses said Thursday, but at least 16 people were killed by security forces elsewhere as a month-long Arab League fact-finding mission expired.

The pullback from Zabadani left the town under the control of the opposition, activists said. The besieged town of Zabadani has witnessed heavy exchanges of fire between army troops and anti-government military defectors over the past six days.

The 10-month uprising against Syrian President Bashar Assad has armed increasingly militarized as more frustrated regime opponents and army defectors arm themselves and fight back against government forces. The capital has seen two incidents of suicide bombings since late December which the government blamed on terrorist extremists.

Arab League foreign ministers will consider extending the observer mission in Syria in a meeting Sunday in Cairo, officials said Thursday. Although the mission expired Thursday, Adnan al-Khader, head of Cairo operations room that handles reports by the monitors, told the Associated Press that observers will remain in Syria until a decision is made Sunday.

According to Khader, the meeting



Soldiers who defected to the Free Syrian Army pose in the northern province of Idlib.

chaired by the Qatari foreign minister will discuss a report by the head of the mission Gen. Mohammad Ahmad al-Debi who is arriving in Cairo from Syria Thursday.

The monitors will remain in 17 different places around Syria until the Arab League makes a final decision, he said.

The mission has been mired in controversy, with the opposition claiming it served as a cover for the regime to continue its brutal crackdown against

protesters. Rejecting charges that the observers have been ineffective in reducing violence, he said extending the mission would help the opposition more than the regime.

"The killings are less, the protests increase," he said, speaking on condition of anonymity because no decision has been made. "The mission's presence offers assurance to the people

because the observers can spot any violations. There is a conviction even among Syria opponents that the extension is better than withdrawal."

U.S. State Department spokeswoman Victoria Nuland said Thursday the monitors have had a "mixed picture" of results, enabling some protests and some media coverage. "We believe that we've got to increase the economic pressure on the Assad regime to change course," she said.

Last week, Russian Security Council secretary Nikolai Patrushev claimed that NATO members and some Arab states, using lessons from Libya, "intend to turn the current interference with Syrian affairs into a direct military intervention."

Qatar, whose Prime Minister Sheikh Hamad bin Jassim Al-Thani chairs the Arab League panel on Syria, has been pressing for an observer mission to be given teeth through the deployment of Arab peacekeeping troops.

But Thursday, the alliance's most

senior officer said NATO is not planning or even "flinching" of intervening in Syria.

"There is no planning and we are not thinking about an intervention," Gen. Knud Barreth, head of NATO's Military Committee, told a news conference after a two-day meeting of the alliance's military chiefs.

More than 5,400 people have been killed since the uprising erupted.

Activists reported continued violence Thursday. In Damascus, a Syrian security agent was wounded when his car in the Hadamun neighborhood, a Syrian official said. No other damages were reported from the morning explosion. A military security brigadier, Adel Mustafa, also was killed by soldiers who had defected and refused his orders to shoot activists in the Bab Qhbi area of Hama, according to the Local Coordination Committees, an umbrella group of activists. The officer had previously overseen many killing and arrest operations, according to the LCC.

In Zabadani, activist Fares Mohammad said Syrian forces withdrew Wednesday night to two military barracks on the outskirts.

"There is a cautious calm, but fear of another major assault being prepared against Zabadani," he told the Associated Press by telephone from the resort town, located along the Lebanese border 27 kilometers west of Damascus. The Syrian opposition has on several occasions throughout the uprising gained control of a town or city, but ultimately forces loyal to Assad rebok

TURN TO PAGE 10

FROM PAGE 1

them. It is unusual however for the army to take so long to recapture a town so close to the capital.

Mohammad said the siege had eased, although heating oil has not been allowed into the town, where it snowed earlier this week. Military checkpoints surrounding Zabadani were still in place, he said, while about 100 armed defectors were "protecting" it. Residents said government mortars had shelled the town Wednesday, but that too had stopped. The British-based Syrian Observatory for Human Rights confirmed the pullout from Zabadani, saying only two armored personnel carriers were left behind at one of the checkpoints near the town.

Activists said at least 16 people were killed by security forces across Syria Thursday. — AP, with AFP

The Daily Star (Liban / Lebanon)

Syria's Muslim Brotherhood leader tells world to isolate Assad

By Mariam Karouny

Reuters

BEIRUT: The leader of Syria's Muslim Brotherhood said world powers should pile diplomatic pressure on President Bashar Assad and he called for a no-fly zone and "safe zones" to be set up to help the Syrian leader's opponents.

Mohammad Shaqfa told Reuters that the Arab League, which has sent monitors to assess Syria's implementation of a plan to end 10 months of violence, should press the U.N. Security Council to take "deterrent measures" against Assad.

"The Syrian people are determined. Nobody will go back to their homes unless Bashar leaves. There is a determination and God willing the people will reach this goal," he said in a telephone interview late Wednesday.

"The international community should take the right position ... They should fully isolate this regime, pull out their ambassadors and expel the regime's ambassadors."

Shaqfa said the Brotherhood, which in 1982 staged an armed uprising ultimately crushed by Assad's father, backed peaceful protests and wanted insurgents to restrict their operations to defending demonstrations against Bashar Assad's 11-year rule.

"In the Muslim Brotherhood we reject taking up arms. We are with the peaceful revolution. We will not slip into militarizing the revolution," he said.

Asked what further action the Arab League should demand from the United Nations, Shaqfa said he wanted to see "a no-fly zone and safe zones" established, although he denied this would amount to military intervention.

There is little international inclination for any Libya-style military intervention in Syria due to its position at the crossroads of Middle East conflict, including an anti-Israel alliance with Iran. The United States, European Union, Turkey and Arab League have announced economic sanctions against Syria.

Bashar's late father, President Hafez Assad, suppressed the Brotherhood's armed revolt in Hama 30 years ago, killing thousands of people and razing parts of the city in an assault. Demonstrations against Assad erupted in March, driven by anger at corruption, poverty and lack of freedom over 42 years of Assad family rule. Syrian dissidents were also inspired by uprisings against entrenched autocrats around the Arab world.

The United Nations says more than 5,000 people have been killed in a crackdown on what began as mainly peaceful protests. Syria says it is fight-

ing Islamist militants it blames for killing 2,000 members of the army and security forces.

The revolt has become bloodier with army deserters and other rebels under the Free Syrian Army umbrella taking up arms against security forces dominated by Assad's minority Alawite sect, pushing Sunni Muslim-majority Syria closer to civil war.

Shaqfa said his Islamist group had urged the FSA to only defend itself and protesters. "We do not advise the Free Army to launch any attacks. Only defensive attacks [are accepted]. We do not want a war. We do not want confrontation," he said.

Shaqfa confirmed that the Brotherhood rejected an indirect approach from Iran to mediate with Assad, saying Tehran must first distance itself from Syrian authorities and dismissing any proposal that would allow Assad to stay in power.

"They sent a Turkish mediator but we rejected the dialogue and told the mediator that we will not talk to the Iranians if they do not amend their position toward the regime," he said.

"They offered [us] participation in power. The most important thing is they wanted to guarantee that Bashar stays. For us, after all these crimes, it is not acceptable any more that Bashar stays," he added.

Gulf News (EAU / UAE)

Al Assad regime's survival depends on Iran's strength

If Tehran cracks under the pressure of economic sanctions and military threats, Damascus could fall

By PATRICK SEALE
Special to Gulf News

President Bashar Al Assad of Syria does not seem to be in any immediate danger of collapse or overthrow. In spite of confronting a popular uprising at home and severe pressures from abroad, he has — for the moment at least — weathered the storm. His difficulties, however, are immense. In a speech on 10 January he described the crisis he is facing as 'a battle unprecedented in Syria's modern history.'

Several authoritative sources, both inside and outside Syria, share the view that, having held his enemies at bay since last March, Al Assad stands a good chance of survival for several more months. His longer-term prospects, however, remain uncertain.

As a skilful tactician, he has played for time. His agreement to allow in Arab League monitors has relieved him of some pressure for a month, and possibly two. In dealing with the protesters, he has used carrot as well as stick, such as his recent amnesty for political prisoners, his offer of an immediate dialogue with the opposition, and his renewed promise of a revised Constitution, to be put to an early referendum, followed by multi-party elections in the early summer. Two new parties were granted licences this week.

Al Assad's long-term survival, however will depend, sources say, on whether Syria's close ally, Iran manages to stand firm. Already under crippling western sanctions, Iran faces what looks like an attempt, not just to halt its programme of uranium enrichment — which Israel sees as a challenge to its own nuclear weapons monopoly — but to change the Tehran regime altogether. The United States and Israel — supported by a number of European and Arab nations, who have joined in for their own commercial, sectarian or strategic interests — have launched a determined assault on the tripartite alliance of Tehran, Damascus and Hezbollah.

The crime of this trio is to have dared challenge America's military hegemony in the Gulf and Israel's military hegemony in the Levant. The three allies — Iran, Syria and Hezbollah — know that they stand or fall together. The battle is likely to be fierce.

Iran is facing a systematic campaign aimed at subverting its nuclear facilities by cyber attack, the murder of its scientists, and the undermining of its economy by a boycott of its oil exports and Central Bank. Israel and its American friends are also sparing no effort to trigger a US attack on Iran — much as they pushed the US into invading and destroying Iraq. If Iran cracks under the pressure of sanctions and military threats, Syria could fall. Hezbollah in turn, stripped of its external patrons, could then face another Israeli attempt to destroy it, as in 2006.

Lack of basic freedoms

Al Assad's attention is focused on the danger to Syria from this 'foreign conspiracy'. As he explained in his speech, it is only the latest of many such conspiracies: when Iraq was invaded in 2003, 'Syria was threatened with bombing and invasion'; the same enemies exploited the assassination of former Lebanese premier Rafik Hariri in 2005 to expel Syrian forces from Lebanon and attempt to bring down the Syrian regime; in 2006, Israel invaded Lebanon; in 2007, it bombed an alleged Syrian nuclear facility; in 2008, it attacked Gaza, each time exposing Syria to danger. But, Al Assad declared defiantly, 'We will never allow them to defeat Syria... Resistance is the core of our identity.'

Al Assad sees his domestic opponents as allies of his foreign enemies, rather than as legitimate protesters against corruption, police brutality, severe youth unemployment and a lack of basic freedoms. That some of these opponents have taken up arms, killed soldiers and policemen and destroyed public property has served him well. He is resolved to 'strike these murderous terrorists hard... There can be no compromise with terrorism.' Tourism in Syria has collapsed, the stock market has lost 50 per cent of its value and the exchange rate for the

dollar has fallen on the black market from 49 to 67 Syrian pounds. Fuel supplies are running short and the budget deficit has surged. But Syria enjoys a large measure of food autonomy and, if it tightens its belt, can probably survive sanctions and boycotts.

The most important asset which keeps the regime afloat is the continuing loyalty of the army and security services. Defections have been few. So long as this remains the case, the opposition will be unable to topple the regime. Nor can the opposition count on foreign military intervention: no western or Arab nation is prepared to use force. At the UN Security Council, Russia and China will protect Syria by vetoing any resolution authorising the use of force. Syria can probably also count on Iraq, Algeria and Sudan to prevent any internationalisation of the crisis. America's decline — its retreat from Iraq, its failure in Afghanistan, its weariness with foreign adventures, its defence cuts — are also much to Syria's advantage.

The regime has two other important advantages: the opposition's failure to unite behind a single leader or a single political project, and the fact that a good slice of the population still supports the regime. Minorities such as Alawites, Christians and Druze, as well as civil servants, officers, leading merchants in Damascus and Aleppo, and the new bourgeoisie — comprising some tens of thousands of people, created by the neo-liberal economic model of the past decade — are all wary of regime change. They do not feel represented by the street protesters or the exiled opposition.

Patrick Seale is a commentator and author of several books on Middle East affairs.

GULFNEWS.COM

ON THE WEB

For full article, log on to www.gulfnews.com/opinions



RAMACHANDRA BABU/CGulf News

Gulf News (EAU / UAE)

Syria's prolonged descent into civil war

Most people have no appetite to plunge into communal fighting and the armed opposition is still ill-equipped

By MARWAN KABALAN
Special to Gulf News

In a story that drew significant attention, particularly among those interested in the evolution of the Syrian crisis, Anthony Shadid of the *New York Times* quoted western diplomats in Damascus as saying that Syria is descending into a protracted civil war. While the bleak picture painted by Shadid describes the situation in the country pretty well, the conclusion that Syria is on the verge of a civil war might be a little bit premature. For a civil war to break out in any given community, the parties concerned must first have the will to fight each other; and second they must have, or project, approximately the same amount of power. In other words, any party that wishes to fight a war must believe that he/she has the slightest chance to win it, or at least change the status quo. So far, these two elements are lacking.

Having witnessed what happened in Iraq following the 2003 US invasion and before that the Lebanese civil war

— seek to change the nature of the conflict from a peaceful protest movement into armed confrontation, the balance of power, which tilts very much in favour of the regime, does not help bring about this shift. The regime might have lost control, as Shadid argues, over some "regions and its authority ebbing in the suburbs of the capital and parts of major cities like Homs and Hama". Nevertheless, both the army and the myriad security apparatuses remains absolutely loyal. By contrast, the armed opposition remains poorly equipped, widely dispersed, and lacks any clear chain of command.

For these reasons, Syria is not yet in a state of civil war or even near yet. But, as the situation deteriorates and with all of the interested regional and international powers supporting one side or the other, the prospect of civil war does not become improbable. Indeed, slip-

— following five decades of Baath Party and military rule. For the past 50 years, the regime has failed to develop any successful form of national identity. Tribal, sectarian and indeed familial ties remained the optimum loyalties that provide prestige at times of peace and refuge and protection in times of tension.

The Baath Party, which came to power in 1963, claimed that it had a clear vision to modernise the state and society and develop national identity. Under this mantle, traditional loyalties were to be replaced by a modern one — presumed to be citizenship. All this turned to be mere rhetoric and pathetic attempt to provide a cover of legitimacy for the ruling class. Traditional loyalties were strengthened and most of the social diseases that accompanied them were in fact preserved and transferred to the state machinery.



narrow sectarian or tribal base of support. Within this context, the state was no longer seen by the majority of the populace as a defender of order and property, but a creator of wealth, power and prestige for the ruling elites.

The heavy reliance on coercion in the ongoing crisis exposed the weakness of the regime in the sphere of political socialisation and its failure to create identities beyond the traditional ones. This policy succeeded only in alienating the social groups traditionally supportive of the regime. Hence, when the regime was challenged by civil disobedience, all the restrained diseases of society floated to the surface. Syria emerged suddenly as a group of tribes, sects and ethnic groups that have a little in common. Forced stability disappeared and the absence of a social contract between rulers and the ruled threatens to bring the country close to civil war.

Dr Marwan Kabalan is Dean of the Faculty of International Relations and Diplomacy, Kalamoon University, Damascus, Syria.

Gulf News (EAU / UAE)

League report on Syria will be decisive, Bin Helli says

IT WILL EVALUATE HOW FAR THE ARAB ROADMAP HAS BEEN IMPLEMENTED

Cairo (AFP) The head of the Arab League's heavily criticised observer mission to Syria was due in Cairo yesterday to report on its first month of operations amid growing frustration at its failure to staunch 10 months of bloodshed.

The pan-Arab bloc's deputy leader, Ahmad Bin Helli, said the "decisive" report would evaluate the Syrian government's cooperation with the mission, while noting the observers' difficulty in gaining access to hotspots.

'A turning point'

"We are at a turning point, as the Arab observer mission's report is presented, marking a month since the protocol was signed," Bin Helli told Qatari state media late on Wednesday.

"The report will be decisive," Bin Helli added, alluding to the expiry yesterday of the mission's initial one-month mandate agreed with Damascus after months of exhaustive negotiation.

The League's Syria opera-

UN ESTIMATES

BLOODSHED CONTINUES

5,400

deaths in Syria since protests erupted in March

400

deaths in Syria since League observers arrived

tions chief, Adnan Khodeir, said mission leader General Mohammad Ahmad Mustafa Al Dabi was expected to hand over the report to League chief Nabeel Al Arabi, either late yesterday or early today, ahead of meetings of Arab ministers tomorrow and Sunday.

Qatar, whose Prime Minister Shaikh Hamad Bin Jassem Al Thani chairs the Arab League panel on Syria, has been pressing for the observer mission to be given teeth through the deployment of Arab peace-keeping troops.

The Qatari proposal is not formally on the agenda of Sunday's foreign minis-

ters' meeting to discuss the mission's future, but could be discussed, Khodeir said.

"Any country that wishes can bring up the issue," he said, referring to the call by Qatar's emir, Shaikh Hamad Bin Khalifa Al Thani, to send Arab troops to Syria, which Damascus has flatly rejected.

"What we are talking about now at the Arab League is whether there will be a new approach concerning the observer mission," he said on Wednesday.

Al Arabi has also said the idea could come up for debate. As activists reported another nine deaths at the hands of the Syrian se-

curity forces yesterday, a coalition of some 140 Arab human rights groups demanded the withdrawal of the League's "flawed" mission and called for UN intervention.

Activists murdered

Among the dead were four leading pro-democracy activists who had gone into hiding and were killed in an ambush in Idlib province in the northwest, the Syrian Observatory for Human Rights said.

The United Nations estimates that the unrest in Syria between the security forces and pro-democracy activists has left more than 5,400 people dead since it first erupted in March, with 400 killed since the observers' deployment.

But a tough Security Council resolution on Syria has been blocked by veto-wielding permanent members Russia and China.

The Arab mission, which currently numbers about 165 monitors, has been in Syria since December 26 to over-

see an Arab roadmap under which President Bashar A. Assad's government agreed to end violence.

"No observers have been able to do their job: instead the mission legitimises the Syrian regime," Radwan Ziadeh, head of the Damascus Centre for Human Rights Studies, said in the rights groups' joint statement.

Former observer Anwar Malek, who resigned in protest over the mission's credibility, echoed Ziadeh's criticism. "I was threatened with death for doing my job as I watched people being killed, beaten up and arrested by police, soldiers and militiamen. The Syrian regime is plainly defying the Arab League. I join the coalition's call for an end to the mission and immediate action by the UN Security Council."

GULFNEWS.COM

ON THE WEB

➤ For more news and pictures on the unrest in the region, log on to www.gulfnews.com

The Khaleej Times (EAU / UAE)

Arabs mull next move on Syria

League may extend mission

BEIRUT — Syrian government tanks and armoured vehicles have pulled back from an embattled mountain town near Damascus, activists and witnesses said on Thursday, but at least nine people were killed by security forces elsewhere as a monthlong Arab League fact-finding mission expired.

The pullback from Zabadani left the town under the control of the opposition, activists said. The besieged town of Zabadani has witnessed heavy exchanges of fire between army troops and anti-government military defectors over the past six days.

The 10-month uprising against Syrian President Bashar Al Assad has turned increasingly militarised and chaotic as more frustrated regime opponents and army defectors arm themselves and fight back against government forces.

Arab League foreign ministers will consider extending the League's observer mission in Syria in a meeting on Sunday in Cairo, officials said on Thursday.

Although the mission expired on Thursday, Adnan Al Khudeir, head of Cairo operations room that handles reports by the monitors, told AP that observers will remain in Syria until a decision is made on Sunday. According to Al Khudeir, the meeting chaired by the Qatari foreign minister will discuss a report by the head of the mission Gen. Mohammed Ahmed

 Despite the best efforts of the Arab League... it has not succeeded in getting the Assad regime to meet its commitments

Victoria Nuland

US State Dept Spokeswoman

Al Dabi who was arriving in Cairo from Syria.

The monitors will remain in 17 different places around Syria until the Arab League makes a final decision, he said. The mission has been mired in controversy, with the opposition claiming it served as a cover for the regime to continue its crackdown against protesters.

US State Department spokeswoman Victoria Nuland suggested that the observers' mission might not last indefinitely under the current circumstances.

"Despite the best efforts of the Arab League, despite the considerable risks that they've put their monitors to, it has not succeeded in getting the Assad regime to meet its commitments," she told reporters in Washington on Wednesday. — AP

The National (EAU / UAE)

Violence lingers as League mission ends

Army forced into retreat from Syrian town

Officials say ministers may decide to keep observers in the country for another month

Zoi Constantin
Foreign Correspondent

BEIRUT // Syrian forces retreated from a rebel-held town yesterday but violence continued elsewhere as Arab League monitors in Syria completed their month-long assignment.

Arab League foreign ministers will meet on Sunday and consider extending the League's observer mission, officials said yesterday.

Adnan Al Khadeir, the head of the Cairo operations room that handles reports by the monitors, told Associated Press that observers would remain in Syria until a decision is made Sunday.

Another Arab League official said the mission could be extended for another month.

"There is a conviction even among Syria opponents that the extension is better than withdrawal," the official said.

Meanwhile, Syrian tanks and armoured vehicles pulled out of the town of Zabadani after days of clashes between troops and rebel soldiers.

"There is a cautious calm, but fear of another major assault being prepared against Zabadani," Fares Mo'hammed, an opposition activist, told Associated Press. Mr Mo'hammed said about 100 army defectors were "protecting" the town west of Damascus.

Elsewhere, defectors reportedly killed a military security brigadier, Adel Mustafa. The soldiers who had defected had refused his orders to shoot at civilians in the Bab Qibli area of Hama, according to the Local Coordination Committees (LCC), an

umbrella group of activists. The officer had previously overseen many killings and arrests, activists said.

More than 700 people are believed to have been killed since the monitors arrived to Syria on December 26. They were in the country to oversee compliance with an Arab League plan to end the bloodshed - signed by the Syrian government - which called for troops to be pulled off the streets, political prisoners freed and talks to begin with opposition groups.

The mission has been criticised and accused of being exploited by authorities who have continued to use force against protesters. Victoria Nuland, a spokeswoman for the US State Department, said on Wednesday that the observers had "not succeeded" in getting the Syrian government to meet its obligations.

Amman, a global campaigning organisation, said yesterday that its researchers had recorded 746 civilians killed in the past month. These figures could not be independently verified.

The group condemned what it called Syria's "complete failure" to comply with the Arab League plan and urged the United Nations Security Council to impose punitive measures against the regime of President Bashar Al Assad.

"Arab League observers have now observed Al Assad's brutality first hand," Ricken Patel, the executive director of Amman, said in a statement. "It's time for the Arab League to push for help from the UN Security Council to stop the horror show in Syria."

There are growing calls for the Security Council to step in, but the UN



People in Zabadani, near the Lebanese border, rally against the Syrian regime on Tuesday. The army withdrew from the town yesterday. AP Photo

body is split between those calling for tougher action and other countries, including Russia and China, who have said they are opposed to sanctions. The Russian foreign minister Sergey Lavrov has said his country would block any attempts to obtain UN support for military intervention in Syria.

Qatar has proposed sending Arab troops to Syria to stop the violence, a suggestion that was categorically rejected by Damascus.

The LCC said at least 19 people were killed yesterday. These numbers also could not be confirmed.

The Syrian state news agency yesterday reported that a high-ranking member of the army and two soldiers were shot by "armed terrorist groups" in Hama. The government has said that 2,000 members of its security forces have been killed by foreign-backed terrorists since March.

The US estimates that more than 5,400 people have been killed in the

10 months since protests against the Syrian regime spread to cities and towns across the country.

Now, it seems that an insurgency is gaining strength, with some warning of the possibility of a civil war.

The head of Syria's Muslim Brotherhood, Mohammed Shafqa, said his group backed peaceful protests and said armed rebels should restrict their operations to defending demonstrations.

Mr Shafqa also called for a no-fly

zone over Syria and for the international community to "fully isolate" the Syrian regime.

"The Syrian people are determined. Nobody will go back to their homes unless Bashar leaves," he told Reuters on Wednesday. "There is a determination and God willing the people will reach this goal."

z.constantin@thenational.ae
★ With additional reports by Reuters and Associated Press

Global Times (Chine / China)

Syria conflict persists as Arab monitor mission ends

Syrian forces have pulled back from a rebel-held town under a local ceasefire, residents said yesterday, as a month-long mandate for Arab peace monitors in Syria expired.

Nine people were reported killed, adding to a death toll of more than 600 since the monitors arrived in Syria, where an insurgency is hardening what began as a mostly peaceful struggle against President Bashar al-Assad's rule.

Residents of Zabadani said troops and tanks that had besieged the insurgent-controlled town had pulled back after a deal to end days of fighting, according to an opposition leader.

Dozens of armored vehicles that had encircled Zabadani, a hill resort near the Lebanese border, withdrew to garrisons 8 kilometers away, Kamal al-Labwani told Reuters.

Arab League foreign ministers, due to weigh their next move at meetings in Cairo this weekend, disagree over how to handle the uprising in which thousands of people have been killed. An Arab League source said this week Syria might let the monitors stay on, but without any broadening of their mandate.

Some of Assad's opponents want action from the UN Security Council, but it is also split, with Russia declaring it will work with China to block any move to authorize military intervention.

Reuters